

la brèche

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
dès maintenant Parti socialiste ouvrier (PSO)
LMR, case postale 13, 2 500 Bienne 4

4 ans de législature d'une majorité socialiste / Entente biennoise, et rien n'a changé !

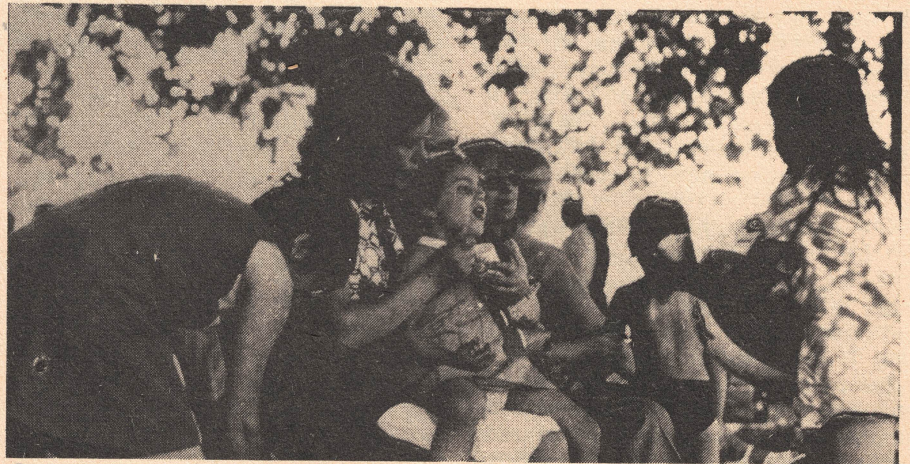
Il y a quatre ans, les électeurs et électrices avaient cru porter "au pouvoir" une majorité favorable au "changement" et acquise à la défense des intérêts des salariés. Ils ont pu vite déchanter ! Car rien n'a vraiment bougé depuis, et cette majorité socialiste/Entente gère fort bourgeoisement les affaires de la commune. Dans cette période électorale, ces partis vont à nouveau promettre monts et merveilles aux électeurs pour conserver "leur" majorité. La palme de l'auto-satisfaction revient sans aucun doute au Courrier socialiste de septembre qui ne tarit pas d'éloges sur la gestion socialiste dont tous seraient, selon lui, satisfaits. Faut-il donc le répéter plusieurs fois par page pour s'en persuader !...

Non, les faits sont têtus : les socialistes et l'Entente se sont surtout partagés le "gâteau", durant cette dernière législature, s'attribuant généreusement des postes dans l'administration et des sièges dans les commissions, de concert avec les partis bourgeois. Même si aujourd'hui ils cherchent à épingleur à leur "palmarès" quelques réalisations, comme certaines améliorations des conditions de travail des employés de la commune ou la conservation de quelques espaces verts ainsi que des rénovations de façades, cette majorité, pour tout ce qui concerne vraiment les conditions de vie de la population, n'a été d'aucun secours. Elle a laissé les mains libres aux patrons, aux spéculateurs, aux bétonneurs pour mener une politique fondamentalement opposée aux intérêts des salariés, des femmes, des jeunes, des immigrés. Pire encore, elle a souvent mis elle-même la main à la pâte : fermeture de classes d'école, blocage des effectifs du personnel communal, refus d'augmentations de salaires, renvoi "à plus tard" de l'introduction des 40 heures. Socialistes et Entente ont été incapables d'obtenir le rachat de la Maison du Peuple, par contre ils ont poursuivi une politique fort coûteuse de subventions au Palais des Congrès. Cette triste majorité n'a pas voulu non plus s'opposer véritablement, et avec les moyens nécessaires, au licenciement du recteur Perret, cas le plus flagrant des atteintes aux libertés d'opinion dans la région ces derniers temps. Sans parler de sa totale incurie face à l'hémorragie de

l'emploi. De la GM à la Centrale, les élus socialistes et de l'Entente ont mené une politique à coups de motions sans chercher à organiser une véritable réponse des salariés à la crise. Les seules mesures qu'ils ont prises, soi-disant favorables à la sauvegarde de l'emploi, se sont réduites à des subventions et à des allègements des charges fiscales pour attirer de nouvelles entreprises. En fait, avant de créer de nouveaux emplois — et quelles garanties existe-t-il que ces entreprises après-demain ne ferment pas comme la GM ? —, cette politique favorise d'abord les patrons.

Voter LMR-la Brèche, pour une commune au service des travailleurs : c'est utile !

Faut-il pour autant baisser les bras et dire que de toute façon "ceux d'en haut" continueront toujours à faire ce qu'ils veulent ? Non, car des élu(e)s de la LMR-la Brèche seront eux, face aux partis bourgeois, de véritables "empêcheurs de tourner en rond". Ils s'opposeront à leur politique qui est la



Qu'a donc fait la Municipalité de "gauche" pour développer les crèches et les infrastructures sociales ?

même que celle menée par les patrons dans le secteur privé. Ils refuseront les compromis pourris que recherchent à tout moment socialistes et Entente biennoise avec les partis bourgeois dans le cadre des commissions, au conseil municipal et par des négociations de coulisse. Des élu(e)s de la LMR-la Brèche interviendront systématiquement pour qu'une politique favorable aux intérêts des salariés s'impose sur le plan communal, pour une commune qui soit véritablement au service des travailleurs. Par exemple :

— Ils refuseront la politique de gestion des socialistes et de l'Entente biennoise, leur politique de collaboration avec les partis bourgeois, qui les amène à ne pas appuyer toutes les demandes du syndicat VPOD concernant l'amélioration des conditions de travail des employés de la ville. Au contraire des élu(e)s de la LMR-la Brèche soutiendront toutes les revendications de la VPOD et défendront une politique, à l'égard des employés de la commune, qui puisse être un point de référence pour les salariés de l'industrie et qui permette de renforcer leurs propres positions face au patronat.

— Ils se battront pour que la commune prenne en charge la mise en place d'ateliers publics d'apprentissage qui garantissent une bonne qualification aux jeunes dans la profession de leur choix.

— Ils proposeront le développement des infrastructures sociales de la commune, comme des jardins d'enfants et des crèches de qualité, gratuits et ouverts à tous ceux qui le désirent, ils soutiendront la création d'un centre d'information sexuelle et de consultation selon le modèle de l'initiative.

— Ils engageront la commune à organiser le refus massif par la population des augmentations des taxes d'électricité, décidées par les Forces Motrices Bernoises et qui serviront à financer la construction de Graben.

Pour financer ces nouvelles dépenses, que l'on ne nous dise pas que les caisses sont vides ! Les partis bourgeois, comme la majorité socialiste / Entente biennoise, se vantent de la "bonne situation" financière de la commune. En plus il n'y a qu'à couper radicalement dans le budget de la protection civile, de la police et d'arrêter de subventionner le

Palais des Congrès !

Pour la LMR-la Brèche, une commune au service des travailleurs, c'est une commune dont la politique est discutée et décidée par la majorité de la population, après un véritable débat public dans les organisations ouvrières, de locataires, de femmes, d'immigrés, de jeunes et de défense de l'environnement.

Voilà pourquoi voter LMR-LA BRÈCHE est un vote utile.
VOTEZ LISTE 4 !

Pour le droit à une formation professionnelle de qualité pour tous

Vendeuse, coiffeuse, employée commerciale ou employée de bureau, c'est là l'avenir, presque "inévitables" des filles qui finissent leur école primaire ou secondaire ! Les deux tiers des filles sont en effet "dirigées" dans ces quatre professions. Les autres ne font même pas d'apprentissage et quelques "exceptions" peuvent trouver une place d'apprentissage dans un autre secteur.

Alors que, dans le canton de Berne, les places d'apprentissage dans l'horlogerie, la métallurgie et les machines stagnent, de 1978 à 1979 celles de coiffeur(euse)s ont augmenté de 13 o/o, celles de cuisinier(ère)s de 21 o/o ! En 1979, dans le canton de Berne, quelque 30 o/o de jeunes, deux semaines avant la fin de leur scolarité obligatoire, n'avaient pas encore choisi — ou trouvé — de places d'apprentissage et allaient faire une année en Suisse allemande / romande ou poursuivaient dans une école pré-professionnelle. Quant aux enfants d'immigrés, s'ils forment 7 o/o de la population jeune de 15 à 19 ans dans le canton, seulement 3,1 o/o ont trouvé un apprentissage ou fréquentent une école professionnelle.

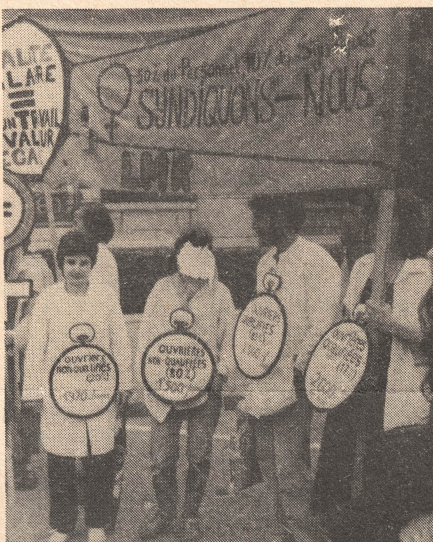
Ces chiffres sont particulièrement parlants : **les jeunes ne peuvent plus trouver une place d'apprentissage dans un métier de leur choix, qui leur procure une certaine qualification. Ils doivent se rabattre sur des professions sans grand avenir, sous-qualifiées et mal payées.** Car c'est dans ce type de professions que les places d'apprentissage ont fortement augmenté ces dernières années et non dans l'horlogerie ou la mécanique. Le "choix d'un métier" signifie la plupart du temps "le choix" entre une formation ultra-spécialisée ou un apprentissage court, au rabais.

Cynisme et exploitation du côté patronal et des partis bourgeois

Le conseiller fédéral radical Honegger l'a, d'ailleurs, confirmé de la manière la plus cynique, lors de l'inauguration des bâtiments de l'école professionnelle de Bienne, avec les applaudissements, bien entendu, de son collègue radical biennois, F. Linder, mais aussi — malheureusement ! — avec ceux du socialiste O. Arnold, en déclarant : "Il est pourtant clair qu'il faut aiguiller les jeunes vers les professions où les offres d'emploi sont les plus fortes", autrement dit là où cette main-d'oeuvre est nécessaire et rentable, parce que sous-payée et corvéable à merci. Poursuivant son discours, ce conseiller fédéral a eu le culot de déclarer que la nouvelle loi sur la formation professionnelle avait été faite "au plus grand bénéfice des générations montantes" !

Mais la note est vite faite, ceux qui bénéficient de cette nouvelle loi, ce sont

les patrons, car cette loi institutionnalise l'apprentissage au rabais, l'apprentissage court qui n'est rien d'autre que l'exploitation éhontée de la force de travail des jeunes. Elle va à l'encontre d'une formation générale qui permette à l'apprenti(e) de pouvoir disposer, à la fin de sa période de formation, d'un éventail large de professions. Cette loi, adoptée malgré l'opposition des organisations ouvrières, amène à une déqualification des jeunes. La loi d'exécution cantonale, concoctée par la majorité radicale-UDC du Grand Conseil, va dans la même direction. Et ce ne sont pas les soi-disantes "batailles" des conseillers de ville socialistes pour le maintien d'une dixième année scolaire qui changent quelque chose à cette situation !



La réponse des salariés et de leurs organisations, face à cette dégradation permanente et scandaleuse des conditions d'apprentissage, doit aller dans le sens d'enlever au patronat son monopole sur la formation professionnelle. Tant que ce sont les associations patronales et leurs membres qui décident du nombre de places d'apprentissage et qui contrôlent les conditions de la formation, il n'y a aucune raison que la dégradation des conditions d'apprentissage ne se poursuive pas.

Pour des ateliers publics d'apprentissage

La LMR a proposé sur le plan national le lancement d'une initiative fédérale par toutes les organisations du mouvement ouvrier. Cette initiative fait une première brèche dans le droit absolu des patrons en proposant la création d'ateliers publics d'apprentissage. A Bienne, la commune doit mettre immédiatement de tels ate-

liers à disposition de tous les jeunes qui ne trouvent pas une place d'apprentissage de leur choix. Ces ateliers serviront aussi au recyclage des chômeurs, des femmes qui désirent "repandre le travail", et de tous ceux qui sont les victimes d'une "restructuration de leurs entreprises". Des élu(e)s LMR-la Brèche au Conseil de ville agiront en faveur de cette proposition.

Grâce aux radicaux, plus de problèmes pour la jeunesse à Bienne !

F. Linder, municipal radical aurait-il fait des miracles ? La réalité quotidienne, vécue par la majorité de la jeunesse, apporte un cruel démenti à cette affirmation : exploités scandaleusement à l'apprentissage, soumis à l'industrie des loisirs qui fait ses profits sur leur dos, les jeunes sont les premières victimes du système que défendent justement les radicaux. A Bienne, la commune rechigne à donner des crédits au centre autonome.

Si la drogue fait autant de ravages chez les jeunes, c'est qu'elle est la manifestation de leur malaise profond face à cette société qui précipite jeunes et adultes dans des rythmes de travail épuisants et qui ne rate pas une occasion d'amasser des profits sur le dos des salariés, au prix de leur santé et de leur vie. Alors, Messieurs les radicaux, vous qui défendez ce système et vos privilèges, vous n'avez vraiment pas de quoi vous vanter !

Un parti seulement pour les élections !

Les POCH refont surface pour présenter une liste. Durant la dernière législature, au conseil de ville, comme dans les syndicats ou lors d'actions unitaires, ils ont été totalement absents de toutes les confrontations importantes. C'est un parti électoraliste avant tout, qui avait pris la responsabilité, il y a 4 ans de se prononcer "pour une gauche majoritaire" et qui, depuis, n'a rien fait d'autre que d'appuyer, du bout des lèvres, la politique de gestion de cette majorité.

En outre ce parti, dans la même logique que celle qu'il avait utilisée pour justifier son approbation à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, refuse de se situer au côté des travailleurs polonais en lutte contre une dictature bureaucratique.

La LMR-la Brèche par contre apporte son entière solidarité aux travailleurs polonais en lutte et se prononce pour le renversement des dictatures bureaucratiques au pouvoir à Varsovie et à Moscou.

Prenez contact avec la LMR/la Brèche
case postale 13 — 2 500 Bienne 4
soutenez notre campagne
en versant vos dons au
CCP La Brèche Bienne 25 - 7 530

bresche

REVOLUTIONAERE MARXISTISCHE LIGA (RML)
neu : Sozialistische Arbeiterpartei (SAP)
Postfach 13, 2 500 Biel 4

4 JAHRE SP/FBB-MEHRHEIT, ABER GEAENDERT HAT SICH NICHTS

Vor vier Jahren glaubten die Wähler, eine Mehrheit an die "Macht" gebracht zu haben, die "Aenderungen" im Interesse der Lohnabhängigen bringen würde. Aber es hat sich nichts wesentlich geändert. Die SP/FBB-Mehrheit verwaltet die Stadt nach recht bürgerlicher Art. Heute stehen wieder Wahlen vor der Tür und die Parteien versprechen erneut alle Wunder vom Himmel. Den Gipfel der Selbstbefriedigung erreichte sicher die SP-Zytig vom September, die ein uneingeschränktes Loblied blies auf die sozialdemokratische Verwaltungspolitik, mit welcher angeblich alle zufrieden seien.

Die Wirklichkeit sieht etwas anders aus. Die Sozialdemokraten und die Freien Bieler Bürger haben sich vor allem den Kuchen geteilt und sich grosszügig Verwaltungsposten und Kommissionsitze zugeteilt, übrigens im Einverständnis mit den Bürgerlichen. Diese Mehrheit hat trotz gewissen Verbesserungen der Arbeitsbedingungen der städtischen Angestellten, der Erhaltung einiger Grünflächen und der Renovierung von Häuserfassaden bezüglich den Lebensbedingungen der breiten Bevölkerung nichts gebracht. Sie hat den Unternehmern, den Spekulanten und den Betonierern freie Hand gelassen und derer Politik ist den Interessen der Lohnabhängigen, der Frauen, Jugendlichen und Immigranten grundsätzlich entgegengesetzt. Oft hat diese Mehrheit sogar selber Hand angelegt: So bei der Schliessung von Schulklassen, beim Personalstopp, der Ablehnung von Lohnerhöhungen oder bei der Verschiebung der 40-Std-Woche auf unbestimmte Zeit. Die Sozialdemokraten und die Freien Bieler Bürger waren unfähig, das Volkshaus wiederzueroeffnen, dafür werfen sie teure Gelder zur Subventionierung des Kongresshauses zum Fenster hinaus. Diese gleiche Mehrheit hat sich auch nicht eigentlich gegen

den Rausschmiss von Rektor Perret am franz. Gym zur Wehr gesetzt, obschon dies der schlimmste Repressionsfall der letzten Zeit darstellt. Von ihrer totalen Unbeholfenheit im Falle von Betriebschliessungen braucht man gar nicht erst zu sprechen. Von der GM bis zur La Centrale haben die Sozialdemokraten und Freien Bieler Bürger mit Motionen und Interpellationen versucht die Arbeitsplätze zu retten, anstatt dass sie angefangen hätten eine wirkliche Antwort der Arbeiterschaft zu organisieren. Die einzigen Massnahmen, die sie zur sog. Arbeitsbeschaffung ergriffen haben, waren öffentliche Unterstützungen und Steuererleichterungen für Unternehmen, die sich in Biel niederlassen wollten. Eine solche Politik begünstigt in erster Linie diese Unternehmer. Abgesehen davon, gibt es überhaupt keine Garantie, dass diese Betriebe wie die GM nicht übermorgen wieder schliessen.



EINE STIMME FUER
DIE RML/BRESCHÉ
IST EINE NUETZLICHE STIMME
FUER EINE STADT
IM DIENSTE
DER ARBEITERSCHAFT

Soll man deswegen den Kopf hängen lassen und glauben, dass die da oben ja sowieso machen, was sie wollen? Nein. Ein Stadtrat der RML/Bresche wird für die bürgerlichen Parteien ein echter "Spielverderber" sein. Er wird sich gegen ihre Politik einsetzen, die im übrigen die gleiche ist wie jene der Unternehmer in der Privatindustrie. Er wird sich weigern, auf die faulen Kompromisse einzugehen, die die Sozialdemokraten und Freien Bieler Bürger mit den

Freisinnigen in den Kommission, im Gemeinderat und in Kulissenverhandlungen aushandeln. Stadträte der RML/Bresche werden systematisch für eine Politik im Interesse der Werktätigen einstehen und sich für eine Stadt im Dienst der Arbeiterschaft einsetzen.

Sie werden die Kollaborationspolitik der Sozialdemokraten und der Freien Bieler Bürger ablehnen, die nicht einmal alle Forderungen des VPOD für eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen der städtischen Angestellten unterstützen. Die RML/Bresche wird die Forderungen des VPOD unterstützen und bezüglich der städtischen Angestellten eine Politik führen, die auch für die Arbeiterschaft der Privatindustrie als Referenz dienen kann und deren eigene Position verstärken hilft.

RML-Stadträte werden sich ebenfalls einsetzen, damit die Stadt öffentliche Lehrwerkstätten errichtet, die den Jugendlichen eine gute Berufsausbildung nach freier Wahl ermöglichen.

Sie werden die Schaffung von sozialen Infrastrukturen fordern wie Kindergärten und Kinderkrippen, die gratis und für alle offen sind. Sie werden die Schaffung einer Dienststelle für sexuelle Aufklärung und Beratung unterstützen, wie dies bereits in einer Initiative verlangt wird.

Sie werden sich einsetzen, dass die Gemeinde die Bevölkerung aufruft, die Strompreiserhöhungen nicht zu bezahlen, die von der BKW beschlossen wurden und zur Finanzierung des AKW Graben dienen.

Sicher wird man uns vorwerfen, die Kassen seien leer, obschon die Bürgerlichen wie die Sozialdemokraten und Freien Bieler Bürger immer wieder die gute Finanzsituation der Stadt Biel betonen. Aber auf jeden Fall ist es möglich, das Budget des Zivilschutzes und der Polizei zu kürzen und die Subventionen für das Kongresshaus zu streichen.

Für die RML/Bresche ist eine Stadt im Dienst der Arbeiterschaft eine Stadt, deren Politik nach einer offenen Diskussion in der Arbeiter-, Mieter-, Frauen-, Jugend-, Immigranten- und Umweltschutzorganisationen von der Mehrheit der Bevölkerung diskutiert und beschlossen wird.

DESHALB IST EINE STIMME
FUER DIE RML/BRESCHÉ
EINE NUETZLICHE STIMME
WAEHLT LISTE 4.

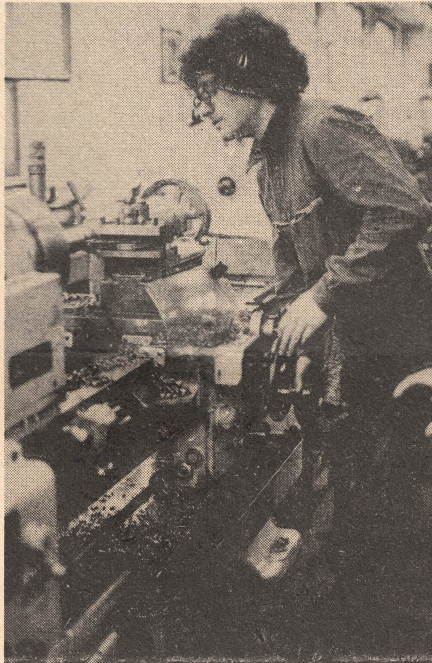
FUER DAS RECHT AUF EINE GUTE BERUFSAUSBILDUNG FUER ALLE

Verkäuferin, Coiffeuse, kaufmännische oder Büroangestellte — das sind die fast "unausweichlichen" Berufsaussichten der schulentlassenen Mädchen. Zwei Drittel aller Mädchen werden in diese vier Berufe "gedrängt". Die anderen machen erst gar keine Lehre und nur ganz wenige "Ausnahmen" lernen einen anderen Beruf. Während im Kanton Bern die Lehrstellen in der Uhren-, Metall- und Maschinenindustrie zwischen 1978 und 79 gleich geblieben sind, haben sie bei den Coiffeuren um 13 o/o und bei den Köchen um 21 o/o zugenommen. 1979 hatten im Kanton Bern 30 o/o der Jugendlichen zwei Wochen vor Ende der obligatorischen Schulzeit noch keine Lehrstelle gefunden und sich entweder für einen einjährigen Welschlandaufenthalt oder für ein zehntes Schuljahr angemeldet. Was die Immigrantenkinder anbelangt, die immerhin 7 o/o der jungen Bevölkerung zwischen 15 und 19 Jahren ausmachen, so hatten nur 3.1 o/o von ihnen eine Lehre gefunden oder eine Berufsschule absolviert.

Diese Zahlen sprechen für sich. Die Jugendlichen können keine Lehrstelle nach freier Wahl mehr finden. Oft müssen sie sich mit zukunftslosen, unterbezahlten und schlecht qualifizierten Berufen begnügen. In solchen Berufssparten haben die Lehrstellen in den letzten Jahren zugenommen, nicht aber in der Uhren- oder Metallindustrie. Die "Berufswahl" bedeutet heute vielfach eine "Wahl" zwischen einer äusserst spezialisierten Ausbildung oder einer Kurzlehre.

Der freisinnige Bundesrat Honegger hat dies übrigens auf sehr zynische Art bei der Einweihung der neuen Gewerbeschule in Biel bestätigt unter dem Applaus seines freisinnigen Kollegen F. Linder und leider auch des Sozialdemokraten O. Arnold. Honegger erklärte: "Es ist allerdings klar, dass die Jugendlichen in Berufe ausweichen müssen, wo das Stellenangebot am besten ist". Das heisst mit anderen Worten: Dort, wo diese Arbeitskraft notwendig und rentabel ist, weil unterbezahlt und undankbar. Dieser Bundesrat meinte sogar, das neue Bundesgesetz über die Berufsausbildung sei im grössten Interesse der aufsteigenden Generationen gemacht worden! Aber die Rechnung ist schnell gemacht: Es sind die Unternehmer, die von diesem Gesetz profitieren, denn dieses Gesetz institutionalisiert die Anlehre, die Kurzlehre und ist nichts anderes als eine verstärkte Ausbeutung der jugendlichen Arbeitskraft. Das Gesetz verhindert eine umfassende Ausbildung, die es dem Jugendlichen nach seiner Lehre er-

möglichen würde, über ein breites Fächer von Berufen zu verfügen. Das Gesetz, das übrigens trotz der Opposition der Arbeiterorganisationen angenommen wurde, führt zu einer Dequalifizierung der Jugendlichen. Das kantonale Ausführungsgesetz, das den Stempel der SVP/FdP-Mehrheit trägt, geht in die gleiche Richtung. Auch der sogenannte Kampf der sozialdemokratischen Stadträte für die Einführung eines zehnten Schuljahres ändert nichts an dieser Tatsache.



Die Antwort der Lohnabhängigen und ihrer Organisationen muss vielmehr dahin gehen, dass den Unternehmern das Ausbildungsmonopol weggenommen wird. Solange die Unternehmerverbände über die Anzahl der Lehrplätze bestimmen und die Lehrbedingungen kontrollieren, gibt es keine Gewähr, dass sich die Lehrbedingungen nicht noch weiter verschlechtern.

FUER OEFFENTLICHE LEHRWERKSTAETTEN

Die RML hat allen Arbeiterorganisationen die Lancierung einer eidg. Volksinitiative vorgeschlagen. Diese Initiative soll ins Unternehmermonopol eine erste Bresche schlagen. Sie fordert die Errichtung von öffentlichen Lehrwerkstätten. Die RML fordert, dass die Bieler Behörden für die Jugendlichen, die keine Lehrstelle finden,

ab sofort solche öffentlichen Lehrwerkstätten zur Verfügung stellen. Diese Werkstätten würden ebenfalls der Umschulung von Arbeitslosen dienen oder Frauen, die wieder eine Arbeit aufnehmen möchten sowie allen Opfern von Betriebsumstrukturierungen. Stadträte oder Stadträtinnen der RML/Bresche werden sich für diese Forderung einsetzen.

Eine Partei für die Wahlen

Die POCH ist in Biel auferstanden und hat eine Liste eingereicht. Während der ganzen Legislaturperiode waren sie sowohl im Stadtrat, in den Gewerkschaften als auch bei Einheitsaktionen kaum zu sehen. Es ist eine Partei, die sich vor allem um Wahlen kümmert und sich vor vier Jahren für eine "linke Mehrheit" aussprach, seither jedoch nichts mehr anderes gemacht hat, als die Päcklipolitik dieser Mehrheit zu unterstützen.

Zudem weigert sich diese Partei, sich auf die Seite der polnischen Arbeiter und ihres Kampfes gegen die bürokratische Diktatur zu stellen. Dies geschieht übrigens in der gleichen Logik, wie sie damals den sowjetischen Einmarsch in der Tschechoslowakei rechtfertigten.

Demgegenüber solidarisiert sich die RML/Bresche voll und ganz mit dem Kampf der polnischen Arbeiter und fordert den Sturz der bürokratischen Regimes in Warschau und Moskau.

Dank dem Freisinn haben die Jugendlichen in Biel noch mehr Probleme

Dürfte man dem Presseausschuss der FdP Glauben schenken, so müsste man den freisinnigen Gemeinderat Fidel Linder als Wundermann betrachten. Doch die tägliche Realität, wie sie die meisten Jugendlichen erleben, ergibt ein nicht ganz so helles Bild. Während der Lehre ausgebeutet und nach der Arbeit einer Freizeitindustrie unterworfen, die auf ihrem Rücken Profite macht, sind die Jugendlichen die ersten Opfer dieses Systems, das die FdP verteidigt. Nicht von ungefähr gibt es in Biel unter der Jugend so viele Drogenabhängige. Dies ist der Ausdruck ihres tiefen Unbehagens gegenüber einer Gesellschaft, die Jung und Alt zu ungeheuren Arbeitsrhythmen zwingt und keine Gelegenheit offen lässt, auf Kosten ihrer Gesundheit und ihres Lebens Profite zu machen. Die freisinnigen Herren, die dieses System und ihre Privilegien verteidigen, haben wirklich keinen Grund zu prahlen.

Nehmt Kontakt auf mit RML/BRESCHÉ
Postfach 13, 2 500 Biel 4
Für alle die unsere Kampagne
auch finanziell unterstützen wollen:
Postcheckkonto 25-7530, Bresche, Biel